

Coordination des Partis politiques pour la Défense de la Constitution  
(CPDC)

**CONTRIBUTION POUR UNE APPRECIATION  
DE LA SITUATION POLITIQUE AU TCHAD**

Le Tchad est en proie, depuis plusieurs années, à une crise de gouvernance et de légitimité aggravée par la tragédie du Darfour.

Cette situation a occasionné de nombreux forums et résolutions tant au niveau intérieur qu'international :

- accord politique du 13 août 2007 entre la majorité présidentielle et l'opposition démocratique en vue de baliser les fondements d'un Etat de droit véritable et d'organiser des élections libres, transparentes et incontestables ;
- accord de Syrte du 25 octobre 2007 entre les principaux mouvements rebelles et le Gouvernement ;
- 5 accords entre les gouvernements tchadien et soudanais en vue de rendre harmonieuses leurs relations (Accords Tripoli, Ryad, Sebha, Cannes, Asmara, Dakar);
- Résolutions du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine (49<sup>ème</sup>, 70<sup>ème</sup> et 110<sup>ème</sup> notamment) ;
- Résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies (Résolutions 1778, 1834, ...1861) avec le déploiement de l'Eufor, de la MINURCAT I et II.

Le constat est qu'aucune de ces initiatives ne produit des résultats optima et satisfaisants. En effet :

1- L'Accord politique du 13 août 2007, en dépit des énormes efforts fournis par la communauté internationale (Union européenne et Organisation Internationale de la Francophonie, Etats-Unis d'Amérique, Organisation des Nations Unies, Union Africaine, Suisse,...) et de l'engagement de la plupart des partis politiques légaux, court de graves risques d'enlisement du fait du manque de volonté du pouvoir au plus haut niveau.

Les réformes sensées assainir l'environnement général et améliorer la gouvernance ne sont pas dans l'agenda du Gouvernement. Pire, les textes de loi découlant de l'Accord sont modifiés par le gouvernement et l'Assemblée Nationale sapant les principes de base du consensus dégagés dans l'Accord. En dépit de tous les appels, le pouvoir se confîne dans des manœuvres dilatoires, faisant des déclarations dont les résultats se résument à des effets d'annonce.

2- L'Accord de Syrte intervenu entre les mouvements armés et le gouvernement est rendu caduc par les guerres de novembre - décembre 2007, de fin janvier - 3 février 2008, juin 2008. « Tirant les leçons de ces échecs, les mouvements armés viennent de faire leur unité politique et organisationnelle en vue d'un nième assaut » ; soutenus par des puissances régionales et une partie de la communauté internationale.

3- L'initiative du Président Goukouni Weddeye soutenue par le Président El Hadj Omar Bongo-Ondimba a tourné court. Parce que d'une part le Président Déby a empêché tout contact entre le Groupe de Libreville et la CPDC, et d'autre part du refus du Soudan de permettre au Président Goukouni d'entrer en contact avec les Chefs rebelles de l'Est.

4- Les accords signés par les Présidents DEBY et El BECHIR, dont l'Accord de Dakar du 12 mars 2008, sont lettres mortes. Les silences diplomatiques n'arrivent pas à occulter le désenchantement du Sénégal, du Congo-Brazzaville et du Gabon, pour ne citer que ces pays membres du Groupe de Contact issu dudit Accord.

5- Le déploiement de l'Eufor et de la MINURCAT I peine à enrayer l'insécurité à l'Est en raison d'une situation de non Etat et de l'impunité endémiques. Il va sans dire que devant le refus de procéder aux réformes structurelles prévues, entre autres par l'Accord politique du 13 août 2007 afin de promouvoir des progrès dans la construction de l'Etat de droit et la promotion de la bonne gouvernance, le programme MINURCAT II appelé à relayer le précédent ne connaîtra pas plus de succès. Tout succès véritable et durable n'est concevable que si ce programme MINURCAT II est accompagné par un processus politique intégré et cohérent.

6- Comme si cela ne suffisait pas, le gouvernement s'est engagé dans la prise de mesures brutales et anti-sociales, avec pour conséquences le désarroi d'une population déjà traumatisée par les effets de la guerre, à contre courant de la proclamation du Président de la République lors de son investiture et selon laquelle le mandat actuel sera social :

- les prix de matériaux de construction doublés ;
- les taxes civiques supprimées pour les femmes depuis 1997 rétablies ;
- les expulsions massives du fait des déguerpissements arbitraires et forcés ;
- le ravitaillement de N'Djamena en céréales provenant des autres régions du pays sévèrement restreint ;
- la commercialisation et l'usage du charbon de bois, seul combustible pour la cuisson des aliments dans tous les foyers tout simplement interdits brutalement et sans mesures d'accompagnement.

C'est dire que le Tchad s'enfoncé chaque jour davantage dans une situation chaotique.

Le pouvoir semble avoir perdu ses repères ; toutes ses initiatives sont empreintes de provocation et de défi au bon sens, de provocation et de défi à tous ceux qui osent tirer la sonnette d'alarme. Ceux qui essaient d'agir dans ce contexte donnent l'impression de « pédaler dans le vide ». En d'autres termes les bonnes volontés s'épuisent sans impulser de significatives avancées.

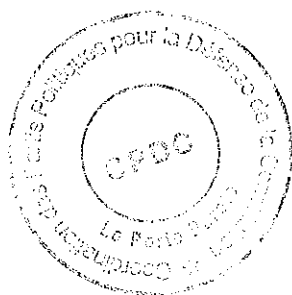
Devant une telle impasse aux conséquences périlleuses, une seule solution : **imposer** au Président de la République Idriss DEBY ITNO et aux mouvements armés **un forum de dialogue inter-tchadien portant sur l'harmonisation des modalités de mise en œuvre de tous les accords, en particulier l'Accord politique du 13 août 2007 et l'Accord de Syrte du 25 octobre 2007.**

Ce forum permettrait d'établir une feuille de route intégrant tous les accords, de mettre en place des mécanismes institutionnels de mise en œuvre de cette feuille de route et de définir les mécanismes appropriés d'appui, de contrôle et de suivi.

N'Djamena, le 14 mars 2009

Pour la CPDC,

**LE RAPPORTEUR**



  
Salibou GARBA

**Le Porte parole de la CPDC, IBNI OUMAR MAHAMAT SALEH, enlevé à son domicile le 03 février 2008 par des éléments de la Sécurité Présidentielle, reste jusqu'à ce jour introuvable**